

Les PUF sous contrôle d'une multinationale de l'assurance

5 juin 2014



Jean PÉRÈS

Après l'entrée de LVMH (Bernard Arnault) au capital de Gallimard à hauteur de 9,5 % en octobre 2013, un autre grand groupe capitaliste vient de prendre le contrôle des Presses universitaires de France : le réassureur Scor de Denis Kessler. Arnaud Lagardère (Hachette) et les frères Wertheimer (La Martinière-Le Seuil) vont se sentir de moins en moins seuls.

La presse a fait peu d'écho à cet événement, se contentant en général de reprendre la dépêche AFP. Il n'est pourtant pas sans intérêt, notamment en regard de l'importance de cet éditeur dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Le 10 avril 2014, l'assemblée générale des actionnaires des Presses universitaires de France a approuvé la prise de contrôle (51 % des actions) de la société par le groupe de réassurance Scor, multinationale française au chiffre d'affaires de 9,5 milliards d'euros en 2012 et disposant de 2150 salariés dans le monde entier. L'opération a été réalisée par la filiale Scor Global Investments, dirigée par François de Varenne.

Un patrimoine à sauvegarder

Le PDG de la Scor, Denis Kessler, a déclaré à propos de cette acquisition « Il y a là un patrimoine français qu'il était intéressant de sauvegarder. » Et en fait de patrimoine, monsieur Kessler s'y connaît. Il s'est notamment fait remarquer en matière de patrimoine social, mais pas pour le sauvegarder : « Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme... À y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! » [1].

Monsieur Kessler est aussi compétent en matière de patrimoine économique. Pour preuve, ce que l'on peut lire dans *Le Point* du 8 avril 2013 : « Le PDG du réassureur français Scor, Denis Kessler, va rejoindre le "comité des sages" chargé de conseiller les héritiers de Serge Dassault, et au besoin d'arbitrer entre eux, le jour où il faudra lui trouver un successeur, a-t-il indiqué lundi. »

Ce « sage » fut aussi le vice-président du Medef de 1998 à 2002, sous la présidence d'Ernest-Antoine Seillière, et président du « Club du Siècle » de janvier 2008 à décembre 2010, un club très élitiste qui réunit tous les derniers mercredis du mois la crème de l'establishment [2]. Un mot de cet ancien maoïste résume son itinéraire, sa pensée et son action : « La lutte des classes, j'y crois toujours, mais maintenant je suis de l'autre côté de la barrière ! »

(L'Express, 24 février 2000).

On peut augurer qu'avec un patron d'un tel tonneau, les PUF vont se trouver aussi bien loties que le fut en son temps le groupe Editis repris en 2003 par E. A. Seillière et son fond Wendel Investissement. On se rappelle que ce dernier, après avoir annoncé « que son groupe n'avait pas l'intention de revendre rapidement Editis, qu'il était là pour 10 ou 15 ans au moins » [3] s'était empressé de faire le contraire au bout de trois ans, après quelques fortes mesures d'assainissement (dont le blocage des salaires), avec une plus-value de 300 %.

Les PUF et leur histoire

Bien qu'elles soient une « petite entreprise » (12 millions de CA en 2012) comme dit Denis Kessler, les PUF sont, avec l'Harmattan, le plus important éditeur français spécialisé en sciences humaines et sociales. Elles éditent 450 nouveaux livres par an et diffusent une trentaine de revues. Nées en 1921 à la suite d'une initiative originale d'universitaires insatisfaits des conditions de diffusion des travaux de recherche, elle est alors organisée sous la forme d'une coopérative qui « doit permettre de dégager des contraintes commerciales l'édition des travaux universitaires. » [4] : une exigence qui n'a rien perdu de son actualité.

Pour maîtriser l'ensemble de la chaîne de production, les PUF s'équipent également d'une librairie, place de la Sorbonne, et d'une imprimerie à Vendôme. En 1939, elles fusionnent avec trois autres éditeurs, Alcan (philosophie), Leroux (histoire) et Rieder (littérature et essais avec notamment la première édition du livre de Paul Nizan, Les Chiens de garde) sous le nom de Presses universitaires de France dirigées par Paul Angoulvant. Le succès international de la collection « Que sais-je ? », de la collection « Quadrige », de manuels et dictionnaires, un fonds prestigieux où se côtoient Freud, Bergson, Durkheim, Mauss ou Bachelard, permettront aux PUF de se développer jusqu'aux années 1990 où elles connaîtront leur première crise importante.

Dirigées alors par Michel Prigent, elles abandonnent successivement leur statut de coopérative (1999), la librairie de la place de la Sorbonne (1999) et l'imprimerie de Vendôme (2002), avec nombre de licenciements à la clé. Un reste de l'esprit coopératif perdure dans l'association Libris qui regroupe les auteurs et les directeurs de collection et qui détient alors 55 % du capital de la société. C'est ce dernier vestige d'une formule qui a pourtant fait ses preuves pendant plus de 70 ans qui vient de sauter avec la prise de participation majoritaire de la Scor.

Les PUF ont été dirigées successivement par trois hommes. Paul Angoulvant, qui en fut le fondateur et inventeur des « Que sais-je ? », jusqu'en 1968, puis son fils Pierre jusqu'en 1994, qui démissionne du Conseil de surveillance en 1999 suite à son désaccord sur le projet de restructuration de Michel Prigent, son successeur et troisième homme des PUF, mort il y a à peine trois ans.

Indépendance ?

Il semble qu'aucun éditeur ne s'est porté acquéreur des PUF et que ces dernières ont choisi le mieux offrant parmi quatre offres extérieures aux milieux de l'édition. Même le groupe Madrigall (holding de Gallimard-Flammarion) qui détient pourtant 15 % des actions depuis la crise de 1999 n'aurait pas fait d'offre, sans doute trop endetté à la suite de son achat de Flammarion en 2012 (230 millions d'euros). Pourtant, la qualité et le prestige des PUF sont largement reconnus, et le prix de cession relativement peu élevé (entre un et deux millions d'euros). Un tel désintérêt est symptomatique de la crise que subit l'édition universitaire spécialisée en sciences humaines et sociales et dont sont victimes les PUF, très liées depuis leur origine au milieu universitaire [5].

Le nouveau directeur général, Frédéric Mériot, diplômé d'HEC, venu du groupe Editis après quelques années chez Hachette Livre, a déclaré pour commenter cette acquisition : « L'investissement de Scor dans les PUF permet de renforcer la structure financière de la société et d'œuvrer au rétablissement de sa rentabilité dans un contexte de transformation profonde du secteur de l'édition, portée par la numérisation et le changement des pratiques de lecture. Il permet de garantir la pérennité de l'entreprise et son indépendance » [6].

Vraiment ? Ce n'était pas l'avis de Pierre Angoulvant quand il déclarait en 1999, au moment de la transformation de la coopérative en société anonyme : « L'entrée des PUF dans le système capitaliste, outre qu'elle constituerait une fausse solution aux problèmes posés, reviendrait à leur enlever leur indépendance à l'égard de toute pression idéologique ou financière, d'où elles tiennent leur renom international. » (Libération, 18 mai 2009)

Jean Pères

»» <http://www.acrimed.org/article4339.html>

Notes

[1] « Adieu, 1945, raccrochons notre pays au Monde », Denis Kessler, *Challenges*, n° 94, 4 octobre 2007, p. 38.

[2] Ce « dîner du Siècle » a été popularisé, si l'on peut dire, par les films *Fin de concessions*, de Pierre Carles, et *Les Nouveaux Chiens de garde*, de Yannick Kergoat et Gilles Balbastre qui épingle les éditocrates et autres faux experts médiatiques qui y participent.

[3] André Schiffrin, *L'argent et les mots*, La Fabrique, 2010, p. 10.

[4] Elisabeth Parinet, *Une histoire de l'édition contemporaine*, Le Seuil, 2004, p. 324.

[5] Malgré leur nom, les PUF ne sont pas un éditeur universitaire public comme peuvent l'être les Presses universitaires de Rennes ou de Berkeley, mais bien un éditeur privé commercial.

[6] Souligné par nous.